
LES GRANDES CRISES

1873 – 1929 – 1973 – 2008 – ?

BRUNO MARCEL – JACQUES TAÏEB

LES GRANDES CRISES

1873 – 1929 – 1973 – 2008 – ?

11^e édition

DUNOD

Ouvrage publié sous la direction de Claude-Danièle Échaudemaison

Graphisme de couverture : Pierre-André Gualino

Illustration de couverture : © metamorworks / Fotolia.fr

Mise en pages : Lumina Datamatics, Inc.

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements



d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

© Armand Colin, 2016, Dunod, 2019

11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN 978-2-10-078886-6

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Introduction 1

Partie 1

**Les crises contemporaines :
crise des années 1970,
crise des *subprimes*** 3

**Chapitre 1 Regards sur la croissance
de l'après-guerre** 5

1. Une croissance vigoureuse,
au caractère novateur 5
2. L'ère de la consommation de masse 8
3. Variantes dans l'espace
et dans le temps 10
4. L'apogée du fordisme,
aux sources de la prospérité
de l'après-guerre 13
5. Le modèle contesté 15

Chapitre 2 Quelles crises ? 20

1. 1973-2006 : quel déroulement ? 20
2. La crise divise 36
3. Regards sur trois décennies 39
4. La crise des *subprimes* :
crise financière, récession,
difficile reprise 43

Chapitre 3	Les réactions face aux crises	52
1.	La persistance des thérapies keynésiennes (années 1970)	52
1.1	Les États-Unis et la relance Ford/Carter	53
1.2	Le Japon : relance et adaptation aux nouvelles données de l'économie mondiale	54
1.3	L'Allemagne fédérale : une social-démocratie modérée sous l'œil sourcilieux de la Bundesbank	57
1.4	La Grande-Bretagne : tentative de résorption des difficultés structurelles par des politiques sociales-démocrates	58
1.5	La France : relances et rigueur en alternance	61
2.	Les adaptations libérales des pays anglo-saxons : un succès ?	69
2.1	Des politiques conjoncturelles pragmatiques	70
2.2	Des adaptations structurelles marquées par la libéralisation des structures économiques	77
3.	L'Europe : lutte contre l'inflation et difficile adaptation structurelle	86
3.1	Des politiques conjoncturelles durablement marquées par la lutte contre l'inflation	86
3.2	Des adaptations structurelles difficiles	92
4.	Le Japon : poursuite des politiques keynésiennes et lente adaptation du modèle	99
4.1	Des politiques conjoncturelles keynésiennes à l'efficacité limitée	99
4.2	Une lente adaptation structurelle qui semble commencer à porter ses fruits	101

5. Quelles ruptures dans les années 1980 ?	103
5.1 De nouvelles politiques conjoncturelles ?	103
5.2 Le triomphe du modèle néolibéral ?	104
6. La crise des <i>subprimes</i> : vers un retour de l'État ?	105
6.1 Un sauvetage des systèmes financiers	105
6.2 Des politiques monétaires actives	108
6.3 Des plans de relance budgétaire	110
6.4 Le retour d'un État régulateur ?	115
Chapitre 4 Les analyses des difficultés contemporaines	117
1. Les grands courants traditionnels	119
1.1 Les libéraux : constance et renouveau	119
1.2 Les keynésiens face à la crise	126
1.3 Les analyses marxistes : encore et toujours la baisse tendancielle du taux de profit	131
2. Le renouveau de certaines analyses	135
2.1 Les explications liées à la technologie et à l'innovation	135
2.2 Des analyses financières	139
3. Les analyses de l'école de la régulation	144
3.1 L'école de la régulation : les origines	144
3.2 Les concepts-clés	145
3.3 École de la régulation et crise	150
3.4 Les années 1960 : le triomphe du fordisme	151
3.5 Une crise du fordisme	153

Partie 2

La crise de 1929 159

Chapitre 5 Désordres et prospérités des années 1920 160

1. La guerre de 1914 et les transformations de l'ordre économique mondial 160
2. Les désordres économiques internationaux des années 1920 162
 - 2.1 La difficile remise en place d'un ordre monétaire 163
 - 2.2 Des mouvements de capitaux instables 166
 - 2.3 Des marchés internationaux fragiles 169
3. Les relatives prospérités des années 1920 171
 - 3.1 L'Amérique ou les débuts de la consommation de masse 171
 - 3.2 La France : reconstruction et début du taylorisme 175
 - 3.3 La Grande-Bretagne à l'écart de l'expansion 176
 - 3.4 L'Allemagne : une situation tumultueuse 177

Chapitre 6 De la crise boursière à la crise économique mondiale 178

1. La crise boursière américaine 178
2. De la crise boursière à la dépression aux États-Unis 184
3. De la crise américaine à la crise mondiale 189
 - 3.1 Le rôle du commerce 189
 - 3.2 Le rôle des mouvements de capitaux et la crise financière internationale 191

Chapitre 7	Les réactions face à la crise	198
	1. Attentisme et déflation	198
	1.1 La déflation allemande	199
	1.2 La France : une déflation prolongée	199
	1.3 La Grande-Bretagne : une politique déjà ancienne	200
	1.4 La présidence Hoover : des politiques ambiguës	201
	2. La recherche de nouvelles politiques de relance	202
	2.1 Le <i>New Deal</i> : ébauche de nouvelles régulations	203
	2.2 Le Front populaire	207
	2.3 La Grande-Bretagne : repli sur l'empire et reprise	209
	2.4 L'Allemagne : une relance autarcique dans un système totalitaire	210
Chapitre 8	Les racines de la crise	213
	1. Des analyses traditionnelles nombreuses mais insuffisantes	213
	1.1 Pour les libéraux	213
	1.2 Pour les marxistes	215
	1.3 Pour les keynésiens	217
	2. Les analyses de l'école de la régulation renouvellent la problématique sans l'épuiser	219
	2.1 Une crise de la régulation	220
	2.2 Des analyses en débat	222
	3. D'autres analyses	224

Partie 3

La Grande Dépression 1873-1895	227
Chapitre 9 Regards sur le siècle	228
1. Le vieux et le neuf	228
2. Turbulences et lames de fond	231
3. Modernité	234
Chapitre 10 Si la crise nous était contée...	236
1. Le choc de 1873	236
2. La crise se creuse (1882-1886)...	238
3. ... et persiste (1890-1895)	238
Chapitre 11 Langueurs fin de siècle	240
1. Prix, salaires, profits	240
2. Les flux réels	244
3. La Grande-Bretagne et les autres	247
4. Malaise social	251
5. La lutte contre la crise	252
Chapitre 12 Aux sources des langueurs	257
1. Les explications traditionnelles	257
2. Un mode de régulation en difficulté	262
3. Une panne dans l'innovation ?	266
4. Le nécessaire et le contingent	271

Partie 4

Crises : étude comparative 275**Chapitre 13** **Trois crises : déroulement, caractères, retombées** 276

1. Des récits contrastés 276
2. Analogies et contrastes internes 279
3. Le contexte international 281
4. Les retombées des crises 284

Chapitre 14 **Trois crises : origines et fins** 289

1. Le pourquoi des crises 289
 - 1.1 Crise des années 1970, des analogies avec celle de la fin du XIX^e siècle 290
 - 1.2 Chaque crise a sa spécificité 291
2. Comment s'estompent les crises 292
 - 2.1 De la mélancolie fin de siècle à la Belle Époque 292
 - 2.2 Le dramatique épisode de 1929 et son dépassement 294
 - 2.3 Quelles sorties de crise pour 1973 ? 296

Chapitre 15 **Les *subprimes* : une nouvelle grande crise ?** 302

1. Une grande crise comparable aux trois autres ? 303
 - 1.1 Une crise d'une grande ampleur 303
 - 1.2 Des difficultés structurelles avec en jeu des mutations à la fois semblables et différentes de celles des crises précédentes 304

2. Une petite crise liée aux spécificités de la mondialisation contemporaine	307
2.1 Une ampleur à relativiser ?	307
2.2 Des mutations qui resteraient limitées ?	308
Conclusion	311
Bibliographie	313

Introduction

Publié pour la première fois en 1989, cet ouvrage a connu depuis dix rééditions. Peut-être la persistance des difficultés explique-t-elle cette constance dans l'être. Au sens strict, le mot « crise » désigne d'abord le point de retournement à la baisse (ex. 1973-1974). Il peut aussi signifier une phase longue de ralentissement et de mutations structurelles. C'est ce second sens qui a été retenu ici. Pour reprendre la formule d'A. Gramsci : « La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître. »

En 2006, le mot « crise » ne faisait plus guère recette compte tenu des bons résultats de la croissance économique mondiale, même si Paris, Rome, Berlin ou Tokyo connaissaient une certaine langueur et des difficultés persistantes. Les difficultés des trente dernières années semblaient donc en voie d'être résorbées.

Trois ans plus tard, le panorama est bien différent. Les pays de l'OCDE, et pas eux uniquement, sont touchés par une crise économique violente qui conduit à la récession économique la plus forte depuis 1929. Même si en 2018 les choses vont mieux dans la plupart des pays, les difficultés n'ont pas toutes disparu dans les pays développés et de nombreux pays émergents (à commencer par la Chine) connaissent un ralentissement de la croissance. Par ailleurs, des économistes s'interrogent sur la poursuite de l'expansion aux États-Unis en 2019. Pour essayer de mieux comprendre cette nouvelle crise contemporaine, il est indispensable de la situer dans le prolongement de celle des années 1970 et plus largement dans une perspective historique longue.

Le présent ouvrage a pour ambition de suggérer, autant que faire se peut, des éléments de réponses à une série de questions concernant la durée et la nature de la crise des années 1970 et de la crise des *subprimes*. Centré sur les pays capitalistes développés, il partira d'une présentation et des analyses des crises contemporaines. Il remontera ensuite le temps pour se pencher sur des situations peut-être comparables, la crise de 1929 et la Grande Dépression de la fin du XIX^e siècle.

Les grandes crises 1873-1929-1973-2008- ?

Ce retour à l'Histoire devra surtout nous permettre de mieux situer et comprendre le présent.

D'où le plan retenu, à savoir :

- une présentation des difficultés depuis 1973 (crise des années 1970, crise des *subprimes*) ;
- un examen de la crise de 1929 ;
- une remontée plus lointaine dans le temps avec la Grande Dépression fin de siècle (1873-1895) ;
- une étude comparative des trois grandes crises (années 1970, 1929, Grande Dépression) et une interrogation sur la nature de la crise actuelle.

À chaque fois, après avoir conté les faits les plus marquants, nous examinerons les réactions face aux malheurs du temps et chercherons les causes profondes des dysfonctionnements économiques.

Partie 1

Les crises contemporaines : crise des années 1970, crise des *subprimes*

Le choc pétrolier de 1973 ouvre pour les pays capitalistes développés une période longue de difficultés et il est difficile de fixer la date de la fin de celle-ci, les différents pays n'étant pas tous logés à la même enseigne. Elle semble être surmontée dans les pays anglo-saxons au début des années 1990 mais s'accroche plus longtemps dans les grands pays de la zone euro et au Japon. Mais au milieu des années 2000, la reprise de la croissance qui les touche peut laisser espérer qu'à leur tour ils sortent des difficultés. C'est dans ce contexte que se déclenche la crise des *subprimes* qui, par son ampleur, conduit à mettre en doute son caractère de simple retournement conjoncturel.

Sans prétendre tout élucider, cette première partie de l'ouvrage vise à fournir au lecteur des éléments de réflexion autour de quatre interrogations.

Dans quel contexte économique les difficultés sont-elles apparues ? Répondre à cette question revient à fournir les clés de la vive expansion d'après-guerre pour situer la crise des années 1970.

Quels événements, nécessaires ou contingents, ont-ils déclenché le processus de crise ? Et une fois le processus enclenché, comment la trame événementielle s'est-elle développée et quelles en furent les retombées et dans quelle mesure le contexte issu de la crise des années 1970 permet-il de mieux situer la crise des *subprimes* ? La crise installée, reconnue, assumée, quelles analyses peut-on en faire ? Et comment les pouvoirs publics ont-ils cherché, tout à la fois, à en limiter les effets

Partie 1 • Les crises contemporaines

et à les combattre ? L'ultime interrogation enfin se veut plus ambitieuse et cherchera, autant que faire se peut, à isoler les causes profondes de ces difficultés tout en sachant que le recul historique manque pour la crise actuelle et qu'il est donc trop tôt pour trancher sur la nature de celle-ci : crise à l'intérieur du système ou crise du système.

Regards sur la croissance de l'après-guerre

Introduction

Par sa vigueur, sa durée, sa régularité, la croissance de l'après-guerre apparaît comme atypique même comparée aux périodes de prospérité du XIX^e et du premier XX^e siècle. Ce sont ces caractères particuliers qui seront décrits ici en même temps qu'on cherchera à cerner les causes profondes de cette exceptionnelle prospérité.

1 Une croissance vigoureuse, au caractère novateur

Le grand espoir du XX^e siècle, les Trente Glorieuses, selon l'expression forgée par Jean Fourastié, la vive croissance de l'après-guerre a excité les imaginations, nourri les espoirs les plus ambitieux ou les plus fous, fait revivre, l'espace de deux décennies, l'illusion saint-simonienne et scientiste d'un progrès multiforme et indéfini.

Ruinés par le conflit mondial, l'Europe et le Japon connaissent, de 1946 à 1948, trois années de forte expansion, dopés par les nécessités de la reconstruction. Dans le même temps, sollicités pour fournir au Vieux Continent des biens d'équipement et produits alimentaires, les États-Unis connaissent une croissance économique soutenue mais moins forte que durant la guerre ; les difficultés conjoncturelles de 1949 ne faisant que freiner le mouvement. Bientôt, la guerre de Corée (1950-1953) sera à l'origine d'une vive reprise.

Entre 1949-1951, selon les pays, on avait, partout ou presque, retrouvé le niveau de production d'avant-guerre, tirant un trait final

sur la reconstruction et déjà des voix s'élevaient dans les médias de l'époque pour mettre en garde contre un retour aux crises cycliques de surproduction.

Vaines craintes sur le temps long : de 1950 à 1973, durant vingt-quatre longues années pour l'ensemble de l'OCDE, le taux de croissance de l'économie sera de 4,3-4,4 % l'an, soit plus que dans n'importe quelle autre période depuis les débuts de la révolution industrielle. Cette performance aboutira à multiplier par 2,8 la production en moins d'un quart de siècle.

Cette croissance, notable par sa vigueur et sa durée, s'accompagnera de la quasi-disparition des dépressions économiques et du chômage ; c'est-à-dire des reculs en valeur absolue de la production lors des crises cycliques. Les périodes de difficultés se réduisent désormais surtout à des récessions caractérisées par un simple recul du taux de croissance, celui-ci demeurant positif.

Dans le même temps, s'atténuent les risques inflationnistes, la croissance se développant avec une hausse des prix, certes chronique, mais assumée et limitée à 2 ou 4 % l'an selon les pays et les époques. Partout, sauf aux États-Unis où cette évolution s'était déjà produite entre 1920-1940, le régime d'accumulation intensif remplace progressivement le régime d'accumulation dit extensif, le premier caractérisé par un fort accroissement du capital fixe par tête. Partout, et de manière subséquente, s'accroît rapidement la productivité du travail.

Le contexte international enfin se modifie, radicalement et favorablement, comparé au chacun pour soi des années 1930.

Tableau 1.1 Le début de la prospérité (1951-1960)
Croissance du PNB en volume (en % annuel)

Année	France	Grande-Bretagne	États-Unis	Année	France	Grande-Bretagne	États-Unis
1951	5,9	1,8	8,1	1956	5,8	2,8	1,8
1952	3,2	-0,2	3,1	1957	5,1	2,8	1,5
1953	2,6	4,2	4,4	1958	2,8	-0,9	-0,8
1954	4,5	3,9	-1,3	1959	2,7	4,3	6,1
1955	5,2	2,9	7,6	1960	7,6	4,3	2,4

Source : Insee, 1986, *Rapport sur les comptes de la Nation*.

Tableau 1.2 La prospérité se confirme (1961-1973)
Croissance du PIB (en %, prix constants)

Année	France	RFA	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Total OCDE
1961	5,5	4,4	3,3	2,6	14,6	4,7
1962	6,7	4,7	1	5,3	7,1	5,3
1963	5,3	2,8	4,2	4,1	10,5	4,9
1964	6,5	6,6	5,1	5,3	13,2	6,2
1965	4,8	5,4	2,3	5,8	5,1	5,2
1966	5,2	3	1,9	5,8	10,5	5,2
1967	4,7	-0,1	2,7	2,9	10,4	3,8
1968	4,3	5,6	4,1	4,1	12,5	5,4
1969	7	7,5	1,3	2,4	12,1	5,4
1970	5,7	5	2,3	-0,3	9,5	3,5
1971	5,4	3	2,7	2,8	4,3	3,6
1972	5,9	4,2	2,3	5	8,5	5,3
1973	5,4	4,7	7,7	5,2	7,9	6

Source : Insee, 1986, *Rapport sur les comptes de la Nation*.

Tableau 1.3 Taux de croissance du prix du PIB (en %)

Année	France	RFA	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Total OCDE
1961	3,4	4,8	3,3	1	7,9	2,3
1962	4,7	3,9	3,7	2,2	3,6	3
1963	6,4	3,2	2	1,6	4,5	2,7
1964	4,1	3,1	3,7	1,5	4,4	3,1
1965	2,7	3,6	4,9	2,7	5,1	3,5
1966	2,9	3,3	4,7	3,6	5,1	3,8
1967	3,2	1,4	2,9	2,6	6,2	3
1968	4,2	2,2	4,2	5	5,3	4,2
1969	6,6	4,2	5,4	5,6	5	4,9
1970	5,6	7,6	7,3	5,5	7,7	6,1
1971	5,8	8	9,4	5,7	5,6	6,2
1972	6,2	5,3	8,3	4,7	5,6	5,7
1973	7,8	6,4	7,1	6,5	12,9	7,7

Source : Insee, 1986, *Rapport sur les comptes de la Nation*.

2 L'ère de la consommation de masse

À forte croissance de la production, forte élévation du produit par tête : celui-ci croît, un quart de siècle durant, au rythme annuel de 3 %, doublant ainsi entre 1950-1973. Là aussi, nous retrouvons une croissance sans précédent historique connu.

Nouveauté par rapport à l'entre-deux-guerres, la part des salaires bruts dans la valeur ajoutée reste à peu près constante dans la plupart des économies dominantes, environ les deux tiers.

De la sorte, le pouvoir d'achat salarial grimpe régulièrement au fur et à mesure que s'élève le salaire horaire réel. Ce dernier tend à croître en moyenne aussi vite que la productivité du travail.

Nulle surprise alors de voir s'accroître la consommation des ménages avec une ruée sur les biens durables, nouvellement introduits ou plus anciens mais inabordables pour la majorité avant-guerre. C'est ainsi que monte en flèche le taux d'équipement en voitures particulières, postes de radio et de téléphone, réfrigérateurs, téléviseurs, etc.

Nulle surprise également de voir se modifier les coefficients budgétaires des ménages en monnaie courante avec un recul de la part consacrée à l'alimentation, une hausse de la part des produits industriels, dans le même temps que se gonfle le pourcentage des services.

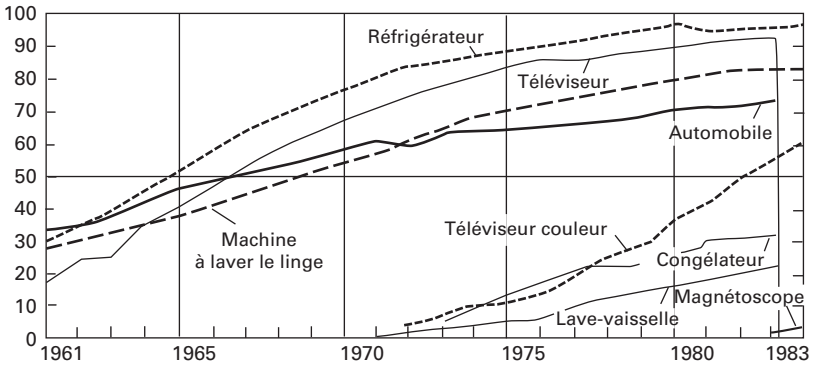
Ces tendances lourdes s'expliquent par l'évolution différentielle des prix relatifs et par une modification de la norme de consommation des ménages. Le recul de l'alimentation est à la fois conséquence de la saturation de la demande et d'une baisse des prix relatifs. La hausse de la part des produits industriels est d'autant plus remarquable que la poussée en volume est largement battue en brèche par l'évolution à la baisse relative des prix. La poussée des services enfin s'éclaire par la conjonction de deux facteurs, une hausse de la demande en rapport, avec l'élévation du niveau de vie et une montée des prix relatifs très sensible. L'évolution des prix réels (exprimés en temps de travail) se caractérise, quant à elle, par une baisse généralisée, fruit du progrès technique.

Les produits industriels (secteur secondaire) se retrouvent dans les rubriques habillement, équipement-logement, transports personnels et accessoirement dans les biens et services divers. En France, en 1960, ils représentent moins de 30 % de l'ensemble et quelque 32 % en 1973, tandis que les services passent de 30 % environ à quelque 40 %.

Tableau 1.4 Évolution des coefficients budgétaires (prix courants)

	France			RFA			Royaume-Uni			États-Unis		
	1960	1973	1979	1960	1973	1978	1960	1973	1978	1960	1973	1978
Alimentation	38,3	28,3	26,4	37,7	29,6	27,9	32,7	24,8	24,9	24	19,9	18,9
Habillement	11,2	9	8,1	11,7	10,6	10	10,5	9,1	8	9,8	8,9	7,9
Charges habitation	12,2	16,8	18,2	13,2	17	17,5	14,6	18,6	19,8	20,6	21,5	23,2
Équipement logement	11,9	11,6	11,1	13,1	12,9	12	8,6	7,9	7,3	8,7	9,1	8,4
Transports personnels	2,5	3,7	3,8	2,4	3,5	4,5	3,5	4,2	4,4	5,9	7	7,1
Transports collectifs et communications	8,6	9,9	11,2	6,9	10,2	11,5	6,8	9,5	10	10,4	11,1	11,9
Loisirs	5,8	6,8	7,3	7,3	7,7	7,6	7,6	9,1	9,2	6	7,7	7,7
Biens et services divers	9,5	13,8	14	7,7	8,5	9	15,8	16,9	16,4	14,5	14,8	14,9

Source : GARDES F., 1983, Annuaire ONU.



Source : Insee, 1985, *Tableau de l'économie française*, p. 79.

Figure 1.1 Équipement des ménages en France
(en %, taux d'équipement pour 100 ménages)

3 Variantes dans l'espace et dans le temps

Si l'on excepte l'immédiate après-guerre, période de rattrapage par excellence, la croissance économique pour l'ensemble de l'OCDE entre 1950-1973 avait atteint, nous l'avons vu, une moyenne de 4,3-4,4 % l'an. Mais à l'intérieur du groupe, on pouvait distinguer parmi les économies dominantes trois sous-ensembles :

- un premier à croissance relativement lente : États-Unis (3,7 % l'an) et Grande-Bretagne (2,7 %) ;
- un second, essentiellement européen, à croissance beaucoup plus rapide : France (5,1 %), RFA (5,1 %), Italie (5,5 %) ;
- un troisième, limité au Japon, tout à fait exceptionnel par sa performance (10,1 %).

Si atténuée enfin qu'ait été la succession des cycles durant les Trente Glorieuses, des retournements de conjoncture sont, cependant, aisément lisibles sur les courbes de production. Ils fournissent avec d'autres indicateurs la base d'un découpage temporel des vingt-huit années qui vont de 1946 à 1973.

Encart 1.1

Une reconstruction difficile : l'année 1947

« Trois gouvernements successifs sont aux prises avec l'inflation galopante : les défaillances d'une machine productive en reconstruction en sont la cause principale. Tout manque. Les tickets d'alimentation et les bons en tout genre sont exigés comme sous l'Occupation. On doit se contenter souvent du reste d'un médiocre pain à la farine de maïs ; la récolte de blé sera la plus désastreuse du siècle (à peine plus de 3 millions de tonnes). La flambée des prix est décourageante. L'indice des prix de détail, portant alors sur 34 articles de ménage (base 100 en 1938), passe à Paris de 856 (janvier) à 1 354 (décembre). Jules Moch, ministre socialiste des Affaires économiques, remet le 24 octobre au président du Conseil Paul Ramadier, socialiste lui aussi, une note éloquente sur le retard qu'ont pris les salaires sur les prix : "En six mois, la hausse des produits alimentaires a été de 43 % contre 11 % pour les salaires." Dans ces conditions, on devine le mécontentement des salariés. »

Source : WINOCK M., 1986, *La Fièvre hexagonale*, Paris, Calmann-Lévy, p. 144.

Le premier temps (1946-1949) est celui de la reconstruction de l'Europe et du Japon. Reconstruction déséquilibrée avec des déficits budgétaires et commerciaux, une forte inflation, des dévaluations en série. L'économie américaine est, elle aussi, tirée par la demande mondiale et les taux de croissance sont partout vigoureux (près de 5 % l'an aux États-Unis, plus de 10 % en Europe).

Le deuxième temps (1950-1960) fait suite à la petite récession de 1949. Il est marqué par une vive reprise de la croissance à la suite de la guerre de Corée. C'est aussi l'époque où le mode de production fordiste et la consommation de masse gagnent le Vieux Continent. L'économie américaine toutefois, dès la fin de la guerre de Corée (1953), entre dans une longue récession (1953-1960) à la suite des politiques restrictives de l'administration Eisenhower (3,3 % l'an contre 4,2 % pour l'OCDE).

Le troisième temps (1961-1973) est celui de la mondialisation des économies avec l'achèvement du *Kennedy Round* et la mise en place de la CEE et de l'AELE (Association européenne du libre-échange). Partout, le commerce extérieur représente une part croissante du PIB. En France, mais le cas est loin d'être atypique, il passe de 24 % en 1959 à plus de 30 % en 1972. Dans le même temps débarquent, sur le Vieux

Continent, les multinationales américaines désireuses tout à la fois de tourner les tarifs extérieurs du Marché commun et de profiter de la faiblesse relative des coûts salariaux comparés à ceux des États-Unis.

À partir de 1968, des déséquilibres s'installent durablement. Lentement mais sûrement, monte le nombre des chômeurs tandis que l'inflation s'accélère d'année en année. Jadis, un point de croissance se payait par 0,6 point d'inflation. Désormais, le rapport entre les deux grandeurs est de 1, voire davantage en 1972-1973. Surtout, le système monétaire se détraque. Le persistant déficit extérieur américain entraîne une spéculation contre le dollar dès 1968. La devise américaine surévaluée est acculée à deux dévaluations successives en 1971 et 1973.

La productivité du travail décélère sa croissance (surtout aux États-Unis) tandis que se dégrade l'efficacité du capital. En bref, des signes avant-coureurs de nos actuelles difficultés, et dans le domaine monétaire – avec le délabrement du système monétaire international désormais sans référence stable puisque le dollar chancelle – et de manière tout aussi nette dans la sphère réelle de l'économie, celle de la productivité, tandis que se délabre le profit.

Encart 1.2

Le contexte international est plus favorable qu'avant-guerre

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, on note :

- la mise en place en 1944, à Bretton Woods, d'un nouveau système monétaire inspiré du GES (*Gold Exchange Standard*) d'avant-guerre générant une certaine stabilité favorable aux échanges mondiaux et à l'expansion ;
- la signature, à La Havane en 1947, des accords du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) qui rendent plus facile le commerce international par abaissement des barrières douanières et évitent le retour au désastreux protectionnisme des années 1930 ;
- l'octroi par les États-Unis de l'aide Marshall (1947) destinée à promouvoir la reconstruction de l'Europe et du Japon ;
- la mise en place enfin de la construction européenne qui ouvre la voie à une amorce d'intégration des économies du Vieux Continent et stimule leur croissance.

Le traité de Rome

La signature du traité entre les six (Benelux, France, Italie, RFA), en mars 1957, est plus significative encore que la mise en place de la CECA. L'abolition progressive des droits de douane de 1958 à 1968-1969 dope à la fois les échanges et la production. Ainsi, à l'orée des années 1970, la construction d'une Europe des marchands était devenue réalité. Cette libéralisation des échanges sur le Vieux Continent, jointe à l'intégration sidérurgique plus ancienne et à la politique agricole commune, est certainement une explication fondamentale de la fastueuse croissance économique des années 1960 de ce côté-ci du grand Océan.

Amorce d'intégration européenne

La mise en place, en 1950-1951, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), juste au moment où s'achève la reconstruction sur le Vieux Continent, remet à flot les sidérurgies européennes ou les crée de toutes pièces là où elles n'existaient pas (Italie, Hollande). La liberté de circulation des produits sidérurgiques et les aides publiques stimulent ainsi toute la filière (mines, fonderies, aciéries, métallurgie différenciée) et contribuent largement à la croissance globale.

Aide Marshall ou plan Marshall

Du nom du secrétaire d'État américain, voté par le Congrès en 1947, le plan Marshall prévoit d'aider les alliés des États-Unis en Europe et en Asie, essentiellement par des dons en dollars, de façon à leur permettre d'assurer leur reconstruction. De 1947 à 1952, ils reçurent ainsi plus de 27 milliards de dollars courants, dont près de 21 milliards sous forme de dons et 6 milliards sous forme de prêts.

4 L'apogée du fordisme, aux sources de la prospérité de l'après-guerre

Comment une prospérité si ample, si équilibrée, si durable pourrait-elle s'expliquer ? Avec certitude, la nouvelle donne internationale en matière d'échanges est au moins une condition favorable à l'expansion économique. S'y ajoute une demande intérieure soutenue par les nouvelles conditions démographiques. Jusqu'au milieu des années 1960,